



RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

Juin 2014



I. POINTS CLEFS DE LA PERIODE

- Résultats et consommation de cash en ligne avec les prévisions.
- Situation de cash en banque de € 12,3 M à fin juin 2014.
- ERYTECH obtient la Désignation de Médicament Orphelin de la FDA pour son produit ERY-ASP dans le traitement de la Leucémie Aiguë Myéloïde.
- ERYTECH étend en Finlande, en Espagne et en Allemagne son étude de Phase IIb dans la Leucémie Aiguë Myéloïde.
- ERYTECH reçoit l'autorisation de démarrer son étude clinique de Phase II dans le cancer du pancréas de la part de l'ANSM.
- ERYTECH ajoute un nouveau candidat médicament «affameur de tumeurs» à son portefeuille en oncologie.
- ERYTECH renforce son portefeuille de brevets :
 - brevet « ERY-ASP dans le traitement du cancer du pancréas » accordé en Europe,
 - brevet « Procédé d'encapsulation » accordé en Inde.
- ERYTECH crée sa filiale aux USA en avril 2014.
- ERYTECH Pharma admis aux indices CAC Small, CAC Mid&Small et CAC All Tradable.

II. RAPPORT D'ACTIVITÉ

A. Situation de la Société et résultats de son activité

a. Essais cliniques

→ GRASPA® en Europe (ERYASP)

Le comité d'experts indépendants (Data Safety Monitoring Board ou DSMB) en charge de surveiller l'étude clinique de Phase II/III de GRASPA® chez l'adulte et l'enfant en rechute dans la LAL s'est tenu et a rendu un avis favorable quant à la poursuite de cet essai clinique en phase III selon le protocole original avec un effectif total de 80 patients.

L'Union Européenne a accordé le statut de médicament orphelin à GRASPA® dans la LAM. L'ANSM a accordé à ERYTECH le droit de commencer une étude de Phase Ib dans la LAM. ERYTECH a inclus son premier patient en mars.

Le comité d'experts indépendants (Data Safety Monitoring Board ou DSMB) en charge de surveiller l'étude clinique de Phase Ib de GRASPA® dans la LAM a rendu un avis favorable quant à la poursuite de cet essai clinique après évaluation de la tolérance du produit chez les 30 premiers patients.

ERYTECH a obtenu l'autorisation de plusieurs pays européens pour son étude LAM lui permettant d'élargir le recrutement de ses patients.

La société rappelle qu'elle est sponsor et responsable de l'essai clinique LAM dont le coût est pris en charge par le groupe Recodati / Orphan Europe.

Les coûts facturés directement à la société ainsi que les coûts internes associés font l'objet d'une facture mensuelle au partenaire, d'autres coûts comme le CRO sont facturés directement par le prestataire à Orphan Europe.

Cette activité clinique LAM ne se traduit donc pas financièrement dans les comptes en application du référentiel IFRS.

La société a annoncé le lancement d'une étude de Phase II dans le cancer du pancréas avec son produit ERYASP™. La Société a annoncé l'ajout d'un nouveau candidat-médicament « Affameurs de tumeurs », ERY-MET, à son portefeuille en oncologie.

→ ERYASP aux États-Unis

La FDA a accordé à ERYTECH le droit de démarrer une phase Ib avec ERYASP™ dans la LAL. Les principaux centres de recrutements de patients sont ouverts : Chicago, Duke, Columbus.

L'USPTO a délivré le brevet protégeant la technologie d'ERYTECH lui accordant une exclusivité jusqu'en 2029 avec une possibilité d'extension en 2034.

Au plan international, la société a déposé deux nouvelles demandes de brevet.

b. Recherche et Développement

→ TEDAC

En vue de lancer un essai clinique de Phase II dans un cancer solide, différentes expérimentations ont été menées sur différents type de tumeurs afin de tester leur sensibilité à l'asparaginase. Les résultats de ces études permettront la sélection prochaine d'une première indication thérapeutique dans laquelle sera conduite une étude clinique de Phase II.

Les autres expérimentations avec d'autres enzymes thérapeutiques se déroulent suivant le plan de marche défini. L'objectif de disposer à terme d'une famille de produits permettant d'affamer les tumeurs couplés à des moyens de sélections de patients prend corps.

Les premières preuves de concept sur des coupes de tumeurs sont en cours. En maintenant cette vitesse de développement, et sous réserve de résultats positifs, un premier essai clinique pourrait être envisagé toute fin 2015.

→ Autres projets en développement :

En parallèle du développement d'ERYASP/GRAPSA®, ERYTECH a réalisé des travaux de recherche approfondis pour identifier d'autres enzymes thérapeutiques pouvant affamer les tumeurs et dont l'encapsulation dans les globules rouges serait pertinente. Ce programme de recherche bénéficie d'un soutien financier de BPI France à hauteur de 7 millions d'euros.

Cela a permis l'identification d'un nouveau candidat médicament, ERY-MET, composé de méthionine- γ -lyase (MGL) encapsulée dans les globules rouges.

c. Propriété industrielle

Au 30 juin 2014, la Société compte 13 familles de brevets, en France et dans le monde, et une licence concédée par le *National Institute of Health* (USA) couvrant une méthode diagnostique pour prédire l'efficacité de la L. Asparaginase chez un patient.

d. Effectif :

Au 30 juin 2014, l'effectif de la société s'élève à 37 personnes.

e. Finance :

Résultats et pertes

La perte nette pour les 6 premiers mois de 2014 s'établit à 3 184 056 euros soit une diminution de 871 885 euros, en comparaison avec le premier semestre 2013. Plusieurs facteurs expliquent cette variation :

- le principal est lié à la réduction très importante du coût de l'endettement net,
- la prise en charge des coûts de l'essai clinique LAM par Orphan Europe,
- une réduction des frais d'études cliniques, un certain nombre d'études étant en phase de clôture et d'autres en phase de conception ou de démarrage de centres,
- un maintien des frais de recherche et développement sur TEDAC et ERY-MET avec une optimisation de la masse salariale associée,
- une hausse ponctuelle des frais de structure et généraux liée aux prestations et honoraires générée par le développement de l'activité aux Etats-Unis, ainsi que des frais de communication suite à la cotation de la société.

Le total des frais de R&D et essais cliniques s'élève 1 707 712 euros, comparé à 2 148 864 euros pour le premier semestre 2013.

La consommation de trésorerie ressort à 2 827 000 euros sur le premier semestre 2014, en ligne avec les prévisions.

Situation de Trésorerie et équivalents de trésorerie

La situation de trésorerie et équivalents de trésorerie ressort à 12 285 523 euros.

B. Perspectives

Le second semestre 2014 va représenter un important semestre en termes de développement clinique avec :

- Les résultats de l'étude pivot de phase III dans la LAL attendus pour septembre,
- La poursuite de l'étude dans la Leucémie Aigüe Myéloïde,
- L'inclusion des premiers patients américains l'étude aux États-Unis avec ERYASP, chez des patients adultes atteints de Leucémie Aigüe Lymphoblastique.

C. Événements importants survenus entre le 1er juillet 2014 et la date d'établissement du présent rapport

La société a attribué lors de son CA du 17 juillet 2014 la dernière tranche de son plan de BSPCE₂₀₁₂ à l'intention de ses dirigeants et cadres, soit 2515 BSPCE₂₀₁₂.

La société ne constate pas d'autres évènements post-clôture particuliers significatifs.

D. Informations relatives aux parties liées

Les relations avec les parties liées au cours du premier semestre 2014 sont présentées en Note de l'information financière semestrielle établie selon la norme IAS 34 ci-après.

E. Risques et incertitudes

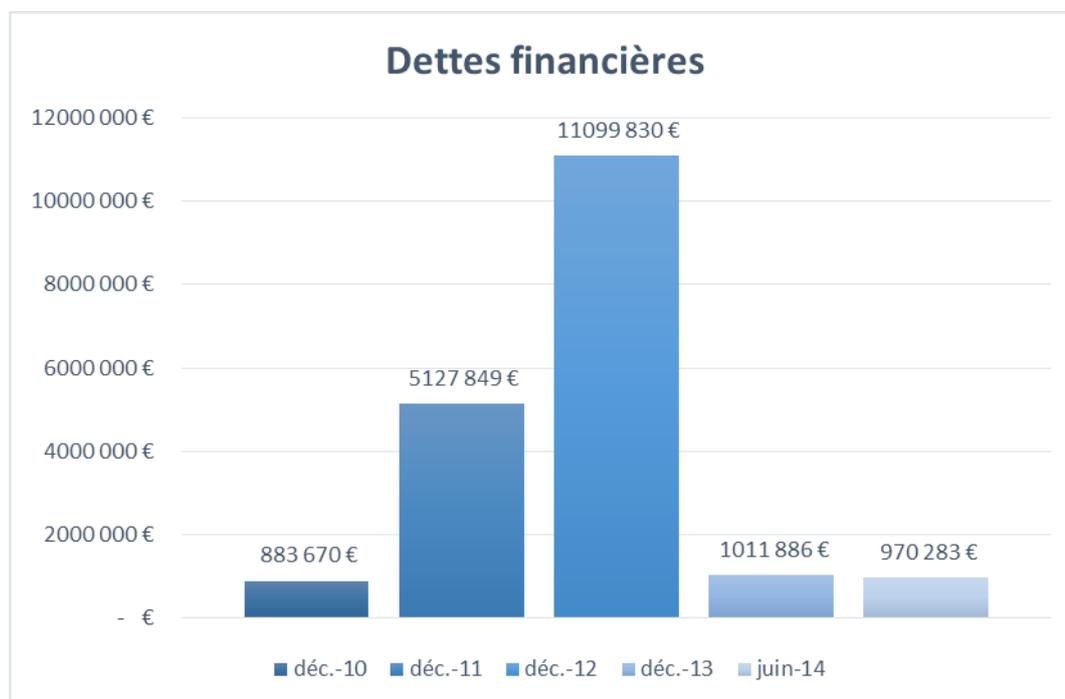
Les risques et incertitudes susceptibles d'avoir une incidence significative sur la situation financière et les résultats de la Société font l'objet d'une présentation exhaustive dans le prospectus de la Société visé par l'Autorité des marchés financiers le 04 juin 2014 sous le numéro 14-038.

Il n'y a pas eu d'évolution sur le semestre de ces facteurs de risques, ni dans leur nature, ni dans leur niveau et il n'existe pas, à la date d'établissement du présent document, d'autres risques et incertitudes pour les six derniers mois de l'exercice.

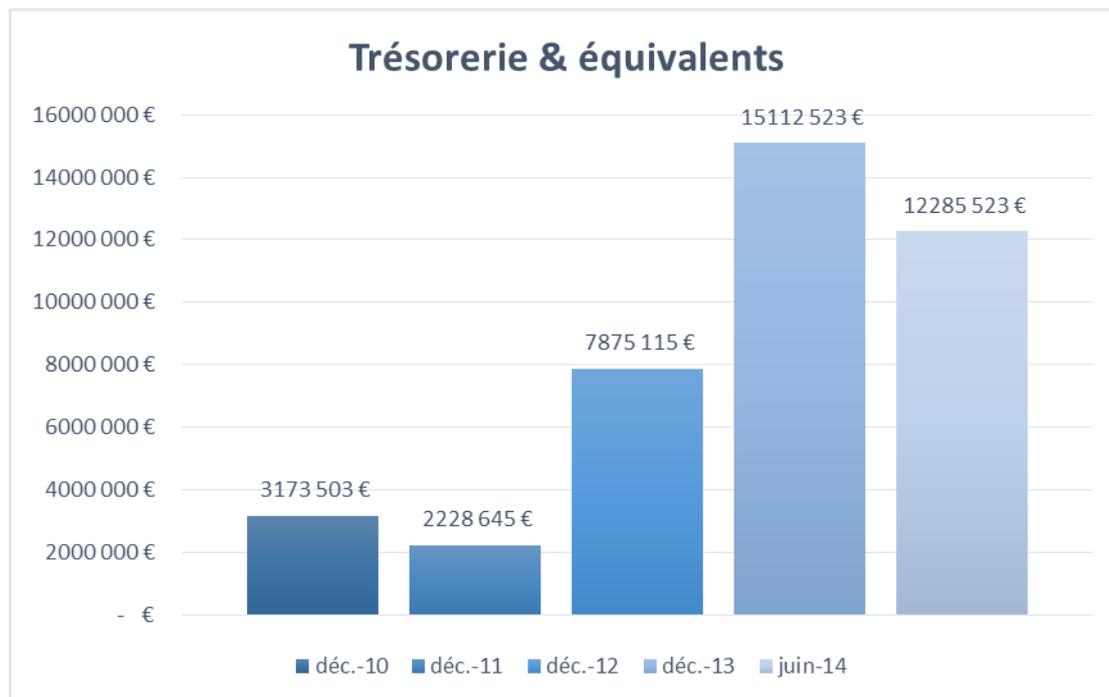
III. ELEMENTS FINANCIERS CLEFS DE LA PERIODE

RÉSUMÉ DU COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDÉ (€)	30.06.2014 (6 mois)	30.06.2013 (6 mois)
Produits des activités courantes	721 980	858 379
Résultat opérationnel courant	(3 183 393)	(2 938 711)
Résultat opérationnel	(3 183 393)	(2 938 711)
Résultat financier	3 510	(1 123 241)
Résultat avant impôt	(3 179 883)	(4 061 951)
RESULTAT NET	(3 184 056)	(4 055 941)
Autres Elements du résultat global	(7 948)	4 976
RESULTAT GLOBAL	(3 192 004)	(4 050 965)

DETTES FINANCIÈRES



NIVEAU DE TRESORERIE DE LA SOCIÉTÉ



EVOLUTION DU COURS DE BOURSE



IV. ETATS FINANCIERS CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUMES AU 30 JUIN 2014

ÉTAT DU RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ ET ÉTAT DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

(€)	notes	30.06.2014 (6 mois)	30.06.2013 (6 mois)
Chiffre d'affaires			
Autres produits de l'activité	4.1	721 980	858 379
Produits des activités courantes		721 980	858 379
Frais de recherche et développement	4.2, 4.3	(940 719)	(1 157 195)
Etudes cliniques	4.2, 4.3	(766 993)	(991 669)
Coûts de propriété intellectuelle	4.2, 4.3	(206 273)	(198 239)
Frais de structure et généraux	4.2, 4.3	(1 991 388)	(1 449 986)
Résultat des activités courantes		(3 183 393)	(2 938 711)
Résultat opérationnel courant		(3 183 393)	(2 938 711)
Autres produits et charges opérationnels			
Résultat opérationnel		(3 183 393)	(2 938 711)
Coût de l'endettement net	4.4	(29 781)	(1 096 852)
Autres produits et charges financiers	4.4	33 292	(26 389)
Résultat financier		3 510	(1 123 241)
Résultat avant impôt		(3 179 883)	(4 061 951)
Impôt sur le résultat	4.5	(4 173)	6 011
RESULTAT NET		(3 184 056)	(4 055 941)
Résultat de base par action		(0,57)	(1,05)
Résultat dilué par action		(0,57)	(1,05)
AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL (€)	notes	30.06.2014 (6 mois)	30.06.2013 (6 mois)
Résultat net		(3 184 056)	(4 055 941)
Éléments recyclables ultérieurement en résultat			
néant			
Éléments non recyclables ultérieurement en résultat			
Réévaluation du passif au titre des régimes à prestations définies		(12 121)	7 589
Effet d'impôt		4 173	(2 613)
Autres Elements du résultat global		(7 948)	4 976
RESULTAT GLOBAL		(3 192 004)	(4 050 965)

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

ACTIF (en euros)	notes	30.06.2014	31.12.2013
ACTIFS NON COURANTS		959 194	910 132
Immobilisations incorporelles	5.1	19 744	14 277
Immobilisations corporelles		857 739	812 947
Actifs financiers non courants		81 711	82 908
Autres actifs non courants		0	0
Impôt différé actif		0	0
ACTIFS COURANTS		13 947 737	17 038 828
Stocks	5.2	159 883	138 238
Clients et comptes rattachés	5.3	106 814	87 192
Autres actifs courants	5.4	1 395 517	1 700 874
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5.5	12 285 523	15 112 523
TOTAL ACTIF		14 906 931	17 948 960
PASSIF (en euros)		30.06.2014	31.12.2013
CAPITAUX PROPRES		11 179 196	13 586 634
Capital	5.6	556 068	550 602
Primes		43 440 671	42 741 059
Réserves		(29 633 487)	(21 560 305)
Résultat net		(3 184 056)	(8 144 721)
PASSIFS NON COURANTS		778 178	847 689
Provisions - Part à plus d'un an	5.7	159 263	117 144
Passifs financiers - Part à plus d'un an	5.8, 5.9	618 915	730 545
Impôt différé passif		0	0
Autres passifs non courants		0	0
PASSIFS COURANTS		2 949 557	3 514 636
Provisions - Part à moins d'un an	5.7	0	0
Passifs financiers - Part à moins d'un an	5.8, 5.9	351 368	281 341
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		1 440 394	1 421 436
Autres passifs courants	5.10	1 157 796	1 811 858
TOTAL PASSIF		14 906 931	17 948 960

ÉTAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

TABLEAUX DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES (en euros)	Capital	Prime d'émission	Réserves	Résultat	Capitaux propres
31/12/2012	315 355	17 767 715	(19 938 025)	(2 172 035)	(4 026 990)
Emission d'actions ordinaires	238 640				238 640
Augmentation prime d'émission		25 511 631			25 511 631
Titres auto-détenus					
Affectation du Résultat N-1			(2 172 035)	2 172 035	
Résultat de la période				(4 055 941)	(4 055 941)
Ecarts actuariels			4 976		4 976
Charges IFRS 2					
30/06/2013	553 995	43 279 346	(22 105 084)	(4 055 941)	17 672 316
30/06/2013	553 995	43 279 346	(22 105 084)	(4 055 941)	17 672 316
Emission d'actions ordinaires	1 900				1 900
Augmentation prime d'émission		55 992			55 992
Titres auto-détenus	(5 294)	(594 279)	(34 639)		(634 212)
Affectation du Résultat N-1					
Résultat de la période				(4 088 780)	(4 088 780)
Ecarts actuariels			(1 203)		(1 203)
Charges IFRS 2			580 621		580 621
31/12/2013	550 602	42 741 059	(21 560 305)	(8 144 721)	13 586 634
31/12/2013	550 602	42 741 059	(21 560 305)	(8 144 721)	13 586 634
Emission d'actions ordinaires	762				762
Augmentation prime d'émission		55 336			55 336
Titres auto-détenus	4 704	644 275			648 980
Affectation du Résultat N-1			(8 144 721)	8 144 721	
Résultat de la période				(3 184 056)	(3 184 056)
Ecarts actuariels			(7 948)		(7 948)
Charges IFRS 2			79 488		79 488
30/06/2014	556 068	43 440 671	(29 633 486)	(3 184 056)	11 179 196

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ

(en euros)	notes	30.06.2014 (6 mois)	30.06.2013 (6 mois)
Résultat net		(3 184 056)	(4 055 941)
Charges (produits) sans incidence sur la trésorerie			
- Dotations (reprises) aux amortissements et provisions sur actifs non courants		139 142	118 302
- Dotations (reprises) aux amortissements et provisions sur actifs courants		-	-
- Charges (produits) au titre des paiements en actions		79 488	-
- Quote part de subvention reprise en résultat		-	-
- Plus ou moins values de cession		-	-
Subventions d'exploitation	6.1	(707 266)	(858 379)
Coût de l'endettement financier net		29 781	1 096 852
Charge d'impôt (exigible et différé)		4 173	(6 011)
Capacité d'autofinancement avant résultat financier et impôt		(3 638 739)	(3 705 177)
Impôts versés		-	-
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité		336 252	212 457
Flux net de trésorerie généré par l'activité		(3 302 486)	(3 492 720)
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement			
<i>Acquisition d'immobilisations</i>		(163 117)	(690 355)
- Immobilisations incorporelles		(8 777)	(14 046)
- Immobilisations corporelles		(154 340)	(74 809)
- Immobilisations financières		-	(601 500)
<i>Cession d'immobilisations</i>		1 197	-
- Immobilisations incorporelles		-	-
- Immobilisations corporelles		-	-
- Immobilisations financières		1 197	-
Encaissement des subventions		-	-
Effet des changements de périmètre		-	-
Flux net de trésorerie généré par les opérations d'investissement		(161 919)	(690 355)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement			
Augmentation de capital en numéraire		56 098	16 710 774
Frais d'augmentation de capital en numéraire		-	(1 932 003)
Emission d'emprunts		-	-
Frais d'émission d'emprunts		-	-
Remboursement d'emprunts		(63 641)	(7 500)
Titres auto détenus		648 980	-
Intérêts versés		(4 031)	(2 105)
Flux net de trésorerie généré par les opérations de financement		637 407	14 769 166
Variation de trésorerie		(2 826 999)	10 586 092
Trésorerie en début d'exercice		15 112 523	7 875 115
Trésorerie en fin d'exercice		12 285 523	18 461 207
Variation de la trésorerie nette		(2 827 000)	10 586 092

V. NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

La présente annexe fait partie intégrante des comptes consolidés semestriels au 30 juin 2014. Les comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration en date du 29 août 2014.

Le Groupe est composé de la maison mère, Erytech Pharma S.A., ainsi que d'une filiale détenue à 100% et localisé aux Etats-Unis, Erytech Pharma Inc.

I. Description de l'activité de la société

L'activité principale de la Société est la recherche et le développement dans les domaines du traitement des leucémies aigues et d'autres maladies orphelines.

Depuis sa création, la Société a concentré ses efforts :

- Sur le développement d'une technologie brevetée basé sur l'encapsulation de molécules dans les globules rouges, offrant une approche novatrice du traitement des leucémies aigues et d'autres tumeurs solides. Le développement du principal produit, Graspaspa®, initié dès la création de la Société a conduit à la délivrance de 10 familles de brevets détenues en nom propre. La Société a également mis en place un procédé industriel breveté capable de produire des lots cliniques de Graspaspa®, et capable de répondre à la demande lors de la commercialisation du produit.
- La mise en œuvre de programmes d'études cliniques visant dans un premier temps à valider Graspaspa® sur le plan de la sécurité d'emploi et de la toxicologie grâce à une étude clinique de phase I dans la leucémie aigue lymphoblastique (LAL) chez les patients adultes et enfants en rechute dans la LAL. Fort des résultats obtenus, la Société a mené une étude clinique de Phase II ayant également démontré la sécurité d'emploi du produit et son efficacité chez les patients de plus de 55 ans dans la LAL. La Société a entamé une étude clinique de phase II/III à l'issue de laquelle Erytech prévoit de déposer une demande d'autorisation de mise sur le marché européenne pour Graspaspa® dans la LAL. La Société a également entamé une étude de phase I dans la leucémie aigue myéloïde(LAM).

Le modèle d'affaires de la Société est de développer ses produits et jusqu'à l'obtention d'une autorisation de mise sur le marché en Europe puis aux Etats-Unis. Des partenariats commerciaux noués par Erytech permettront d'assurer la distribution de Graspaspa® dans un premier temps en Europe puis aux Etats-Unis et dans le reste du monde. Erytech a les capacités d'assurer les premières années de vente de Graspaspa® en Europe grâce à son unité de production de Lyon.

II. Faits marquants de la période

La Société poursuit ses essais cliniques, notamment son étude de phase IIb dans la Leucémie Aigüe Myéloïde(LAM) dans le cadre de sa collaboration avec la Société Orphan Europe (groupe Recordati), ayant inclus 60 patients sur les 123 requis. Par ailleurs, la société a étendu son étude en Finlande en Allemagne et en Espagne. Toujours dans la même indication, la Société a obtenu la désignation de Médicament Orphelin auprès de la FDA.

La Société a reçu également de la part de l'ANSM l'autorisation de démarrer son étude clinique de phase II dans le cancer du pancréas.

La Société a créé sa filiale aux USA en avril 2014. La Société a donc procédé à la nomination du cabinet RSM-CCI Conseils en qualité de co-Commissaires aux Comptes Titulaire lors de l'AGM du 17 juin 2014. Au 30 juin 2014, les états financiers du Groupe intègrent pour la première fois la consolidation de la filiale américaine

détenue à 100%. Au 30 juin 2014, la contribution de la filiale aux états financiers consolidés est nulle car elle n'a eu aucune activité sur la période.

Enfin, la Société a recouvré le Crédit d'Impôt Recherche (CIR) 2013 en juin 2014 pour un montant de 1 366 656 €, la créance dans les comptes de bilan au 30 juin 2014 correspondant donc au CIR du premier semestre 2014.

III. Principes et méthodes comptables

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés de la société sont établis conformément aux normes IFRS (International Financial Reporting Standards) publiées par l'IASB (International Accounting Standards Board) telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2014.

Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne à l'adresse suivante (http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.html).

Les états financiers semestriels, présentés de manière résumée, ont été préparés conformément à la norme internationale d'information financière IAS 34 (« Information financière intermédiaire »).

Les états financiers semestriels ne comportent pas toutes les informations et annexes telles que présentées dans les états financiers annuels. De ce fait, il convient d'en effectuer la lecture en parallèle avec les états financiers de la société au 31 décembre 2013.

Les états financiers sont présentés en euro qui est la monnaie fonctionnelle de la société. Tous les montants mentionnés dans la présente annexe aux états financiers sont libellés en euros, sauf indication contraire.

À l'exception des normes entrées en application au 1er janvier 2014 décrites ci-dessous, les méthodes et principes comptables appliqués pour l'établissement des états financiers intermédiaires sont identiques à ceux utilisés pour l'établissement des états financiers au 31 décembre 2013.

Normes, amendements et interprétations en vigueur au sein de l'Union Européenne à partir de l'exercice ouvert au 1er janvier 2014

La société a adopté les normes, amendements et interprétations suivants qui sont applicables au 1er janvier 2014:

- IFRS 10 – États financiers consolidés financiers ;
- IFRS 11 – Accords conjoints financiers ;
- IFRS 12 – Information à fournir sur les participations dans les autres entités ;
- Amendements consécutifs à IFRS 10,11, 12 et sur IAS 27 et IAS 28 ;
- Amendements IFRS 10, 11 et 12 : dispositions transitoires ;
- Amendement IAS 32 – Compensation des actifs et passifs financiers ;
- Amendement à IAS 36 – Informations à fournir sur la valeur recouvrable des actifs non financiers ;
- Amendement IAS 39 – Novation de dérivés et maintien de la comptabilité de couverture ;

Ces nouveaux textes n'ont pas eu d'incidence significative sur les résultats et la situation financière de la société.

Présentation

Le compte de résultat présente le classement des charges et des produits par fonction.

L'information comparative est présentée selon une classification identique.

Le tableau de flux de trésorerie a été établi selon la méthode indirecte.

Les comptes sont établis selon les principes de la continuité d'exploitation et de permanence des méthodes comptables.

Recours à des estimations

La préparation des états financiers conformément aux règles édictées par les IFRS, nécessite de recourir à des estimations et de formuler des hypothèses ayant un impact sur les états financiers. Ces estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent. Les résultats réels peuvent de ce fait s'avérer différents des estimations initialement formulées. Les principales estimations effectuées sont décrites dans les états financiers annuels.

Information sectorielle

Conformément à IFRS 8 "Secteurs opérationnels", l'information par secteur opérationnel est dérivée de l'organisation interne des activités de la société ; elle reflète la vue du management et est établie sur la base du reporting interne utilisé par le Principal Décideur Opérationnel (le Président - Directeur général) pour mettre en œuvre l'allocation des ressources et évaluer la performance.

Le reporting actuel de la société a permis de définir un seul secteur opérationnel.

Le secteur opérationnel fait l'objet d'un suivi individuel en termes de reporting interne, selon des indicateurs de performance.

IV. Notes relatives à l'état du résultat net consolidé

4.1 Autres produits de l'activité

Les autres produits de l'activité se composent des éléments suivants :

(en euros)	30.06.2014 (6 mois)	30.06.2013 (6 mois)
Crédit d'impôt Recherche	607 390	710 124
Subventions	99 876	148 255
Autres produits	14 713	-
autres produits de l'activité	721 980	858 379

Il est rappelé qu'Erytech refacture sans marge certains coûts cliniques engagés au titre du développement de la LAM dans le cadre de l'étude GRASPA AML 2012-01 à son partenaire Orphan Europe. Ces refacturations ne figurent pas en chiffre d'affaires mais en moins des charges afférentes dans la mesure où la Société est considérée agir en tant qu'agent au sens de la norme IAS 18.

Ainsi au titre de la période, Erytech a refacturé 308 833 euros à Orphan Europe (253 787 euros au titre du premier semestre 2013) n'apparaissant donc pas en produits de l'activité.

4.2 Détail des charges par nature

30/06/2014 en €	Frais de recherche et développement	Etudes cliniques	Coûts de propriété intellectuelle	Frais de structure et généraux	Total général
Consommables	162 532	40 654	-	15 042	218 228
Locations et maintenance	69 186	80 626	-	201 540	351 352
Prestations, sous-traitance et honoraires	220 513	246 749	173 611	496 433	1 137 305
Charges de personnel	460 398	249 979	32 662	682 211	1 425 250
Autres	11 713	64 137	-	583 443	659 293
Dotations nettes amortissements et provisions	16 378	84 848	-	12 720	113 945
Total général	940 719	766 993	206 273	1 991 388	3 905 373

30/06/2013 en €	Frais de recherche et développement	Etudes cliniques	Coûts de propriété intellectuelle	Frais de structure et généraux	Total général
Consommables	145 752	100 709	-	15 093	261 553
Locations et maintenance	42 407	156 755	-	143 924	343 086
Prestations, sous-traitance et honoraires	263 219	291 968	168 781	156 749	880 717
Charges de personnel	658 800	315 241	29 458	780 492	1 783 990
Autres	11 542	26 974	-	336 472	374 988
Dotations nettes amortissements et provisions	35 476	100 023	-	17 257	152 756
Total général	1 157 195	991 669	198 239	1 449 986	3 797 090

Le poste « Etudes cliniques » présente une réduction des dépenses, la société se trouve dans la période présentée dans un momentum au cours duquel :

- des essais sont en cours d'achèvement voire terminés,
- des essais sont en cours de lancement comme dans le cas du cancer du pancréas,
- les coûts facturés dans la LAM étant pris en charge par le groupe Recordati/Orphan Europe ne sont pas présentés en chages car compensés avec les produits liés à la refacturation. Cette activité clinique LAM ne se traduit donc pas financièrement dans les comptes en application du référentiel IFRS.

Le poste « Frais de structure et généraux » affiche une hausse ponctuelle liée aux prestations et honoraires générées par le développement de l'activité aux Etats-Unis, ainsi que des frais de communication suite à la cotation de la société.

4.3 Frais de personnel

Les frais de personnel se ventilent comme suit :

30/06/2014 en €	Frais de recherche et développement	Etudes cliniques	Coûts de propriété intellectuelle	Frais de structure et généraux	Total général
Salaires et traitements	323 675	173 678	21 268	435 332	953 953
JV de plan de rémunération basé sur des actions (IFRS 2)				79 488	79 488
Charges sociales	136 724	76 301	11 394	167 391	391 810
Total Frais de personnel	460 398	249 979	32 662	682 211	1 425 250

30/06/2013 en €	Frais de recherche et développement	Etudes cliniques	Coûts de propriété intellectuelle	Frais de structure et généraux	Total général
Salaires et traitements	436 689	213 480	19 683	515 102	1 184 953
JV de plan de rémunération basé sur des actions (IFRS 2)					-
Charges sociales	222 110	101 761	9 776	265 390	599 037
Total Frais de personnel	658 800	315 241	29 458	780 492	1 783 990

Le 22 janvier 2014, le Conseil d'Administration a utilisé la délégation accordée par l'Assemblée Générale Mixte du 2 avril 2013 dans sa vingt-cinquième résolution, pour décider d'un plan d'attribution à titre gratuit de 22 500 bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (appelés ci-après BSPCE₂₀₁₄) au profit des dirigeants d'Erytech (12 000 bons) et d'une catégorie de « salariés ayant le statut de cadres » non encore nominativement identifiés (10 500 bons).

Chaque BSPCE₂₀₁₄ donne droit à 10 actions ordinaires du capital social d'Erytech au prix d'exercice égal à 12,25 euros par action ou 122,50 euros par BSPCE.

A ce titre, le Conseil d'Administration a décidé que les bons de souscription pourront être souscrits par tranche d'un tiers au cours du 2ème trimestre de chaque année sur la période de 2015 à 2017.

En cas de départ de la société d'un bénéficiaire, pour quelque cause que ce soit, ledit bénéficiaire conservera les BSPCE₂₀₁₄ qu'il aura souscrits avant son départ. En revanche, en cas de départ de la Société d'un bénéficiaire, pour quelque raison que ce soit, préalablement à la souscription des BSPCE₂₀₁₄ auxquels il a droit, les BSPCE₂₀₁₄ seront caducs à son encontre. Dans cette hypothèse, les BSPCE₂₀₁₄ non souscrits pourront être réalloués à d'autres bénéficiaires d'une même catégorie et/ou remplaçant la personne ayant quitté la Société.

En tout état de cause, les BSPCE₂₀₁₄ non exercés au 22 janvier 2024 deviendront caducs de plein droit.

Concernant les dirigeants, il a été considéré qu'il y avait attribution au sens d'IFRS 2 de l'intégralité des 12 000 bons en date du 22 janvier 2014. Le fait que les dirigeants ne pourront souscrire à ces bons qu'à hauteur d'un tiers chaque année constitue une condition de service. Autrement dit, ces bons font l'objet d'une période d'acquisition graduelle sur 3 ans.

En l'absence d'attribution nominative aux « salariés ayant le statut de cadres », la société a estimée que la définition de la date d'attribution selon IFRS 2 ne pouvait pas être le 22 janvier 2014 pour ces derniers et que l'attribution de chaque tranche de bons interviendrait ultérieurement au cours du 2ème trimestre de chaque année sur la période de 2015 à 2017, dès la désignation des bénéficiaires (avec acquisition immédiate des droits attachés à chaque tranche de bons). En conséquence, dans la mesure où aucune désignation n'est encore intervenue au 30 juin 2014, la société n'a comptabilisé aucune charge sur la période au titre de ces BSPCE₂₀₁₄.

Conformément à IFRS 2, Erytech a procédé à la valorisation des BSPCE₂₀₁₄ attribués aux dirigeants, et pour ce faire, a utilisé le modèle de valorisation de Black & Scholes.

Les principales hypothèses utilisées pour déterminer la juste valeur des BSPCE₂₀₁₄ attribués aux dirigeants sont :

- Taux sans risque : entre 1,12% et 1,70% en fonction des tranches (en fonction de la courbe des taux d'obligations d'Etat zéro-coupon) ;
- Dividendes attendus : zéro ;
- Volatilité : 18,98% basée sur les volatilités historiques observées sur l'indice NextBiotech ;
- Maturité attendue : entre 5,6 et 6,7 ans en fonction des tranches d'attribution.

La juste valeur du plan a été évaluée à 372 059€. Cette charge sera étalée de manière graduelle sur la durée du plan de 3 ans conformément à IFRS 2 (« graded vesting method»). Une charge de 79 488€ a été comptabilisée à ce titre en charges de personnel « Frais de structure et généraux » au 30 juin 2014.

4.4 Résultat financier

(en euros)	30.06.2014 (6 mois)	30.06.2013 (6 mois)
Interêts sur crédits-bails	(3 681)	(2 753)
Interêts sur emprunts obligataires	-	(819 272)
Charges financières	(26 100)	(274 826)
Cout net de l'endettement	(29 781)	(1 096 852)
Produits (charges) sur cession de VMP		
Autres Produits Financiers	37 349	8 379
Autres Charges Financières	(4 057)	(34 768)
Autres produits & charges financières	33 292	(26 389)
Total Produits (Charges)	3 510	(1 123 241)

La charge d'intérêts sur emprunts obligataires au 30 juin 2013 était liée à la conversion des obligations convertibles lors de l'introduction en bourse.

4.5 Impôts sur le résultat

Le montant des déficits reportables s'élève à 34,3 M€ au 31/12/2013 (26,3 M€ au 31/12/2012 et 23,6 M€ au 31/12/2011).

Le taux effectif s'élève à -0.01% notamment dû à la non-activation des déficits générés sur la période.

V. Notes relatives à la situation financière consolidée

5.1 Immobilisations

(en euros)	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Actifs financiers non courants
<hr/> Exercice clos le 31 décembre 2013			
Solde net à l'ouverture	29 593	771 430	79 670
Acquisitions	9 009	418 691	3 238
Cessions		(142 340)	
Amortissements	(24 325)	(234 834)	
Solde net à la clôture	14 277	812 947	82 908
<hr/> Période comptable de 6 mois se terminant le 30 juin 2014			
Solde net à l'ouverture	14 277	812 947	82 908
Acquisitions	8 777	154 340	
Cessions			(1 197)
Amortissements	(3 310)	(109 548)	
Solde net à la clôture	19 744	857 739	81 711

Il n'y a pas eu de nouveau crédit-bail conclu sur la période.

5.2 Stocks

(en euros)	Période comptable de 6 mois se terminant le 30 juin 2014	Exercice clos le 31 décembre 2013
Stock Production	74 931	55 848
Stock Laboratoire	84 952	82 391
Solde net à la clôture	159 883	138 238

5.3 Clients et comptes rattachés

Solde net à la clôture	Période comptable de 6 mois se terminant le 30 juin 2014	Exercice clos le 31 décembre 2013
Clients	106 814	87 192
Solde net à la clôture	106 814	87 192

Les créances clients sont constituées au 30 juin 2014 exclusivement des créances d'Orphan Europe des deux derniers mois, dans le cadre de son accord de partenariat pour le développement de GRASPA[®], pour traiter les enfants et les adultes atteints de leucémie aigüe lymphoblastique et de leucémie aigüe myéloïde (LAM).

5.4 Autres actifs courants

(en euros)	Période comptable de 6 mois se terminant le 30 juin 2014	Exercice clos le 31 décembre 2013
Credit d'impôt Recherche	607 390	1 366 656
TVA	241 752	233 151
Fournisseurs débiteurs	35 140	
Charges constatées d'avances	261 828	101 067
Trésorerie du contrat de liquidité à disponibilité restreinte	249 407	
Solde net à la clôture	1 395 517	1 700 874

La Société a reçu le remboursement de son Crédit d'impôt Recherche 2013, courant juin 2014 d'un montant de 1 366 656 €. Le solde de trésorerie confiée à BRYAN GARNIER au 30 juin 2014 dans le cadre de la gestion sous mandat du contrat de liquidité s'élève à 249 407 €.

5.5 Trésorerie

(en euros)	Période comptable de 6 mois se terminant le 30 juin 2014	Exercice clos le 31 décembre 2013
Trésorerie & équivalents	12 285 523	15 112 523
Découverts bancaires	-	-
Solde net à la clôture	12 285 523	15 112 523

La trésorerie est composée des éléments suivants :

- 30/06/2014 : 4,3 millions d'euros de cash et 8 millions d'euros de comptes à termes (mobilisables à moins d'un mois);
- 31/12/2013 : 12,1 millions d'euros de cash et 3 millions d'euros de comptes à termes (mobilisables à moins d'un mois).

5.6 Capitaux propres

Au 31 décembre 2013, le capital se décomposait de 5 558 952 actions, entièrement libérées, d'un montant nominal de 0,1 euro.

La Société s'étant cotée sur NYSE Euronext le 6 mai 2013, certains titulaires de BSPCE₂₀₁₂ ont souhaité exercer les BSPCE₂₀₁₂ qu'ils avaient souscrits. Le 05 mai 2014, le Conseil d'administration, agissant dans le cadre des délégations de compétence conférées par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 21 mai 2012 et au vu d'une liste fournie par la Société Générale, teneur des titres, constate que 7 620 actions nouvelles ont été intégralement souscrites et libérées pour un montant total de 56 098,44 € soit 762 € correspondant à la valeur nominale de l'action et 55 336,44 € correspondant au montant de la prime d'émission.

Le capital social est augmenté d'une somme globale de 762 euros pour le porter de 555 895,20 euros à la somme de 556 657,20 euros, divisé en 5.566.572 actions de 0,10 euro chacune.

5.7 Provisions

Les provisions se décomposent de la manière suivante

(en euros)	Période comptable de 6 mois se terminant le 30 juin 2014	Exercice clos le 31 décembre 2013
Provision IDR	159 263	117 144
Provision pour litiges	-	-
Solde net à la clôture	159 263	117 144

Le régime applicable chez Erytech Pharma est défini par la convention collective de l'industrie pharmaceutique.

La société comptabilise les écarts actuariels en autres éléments du résultat global. Les engagements de retraite ne sont pas couverts par des actifs de régime. La part de la provision dont l'échéance est inférieure à un an est non significative.

Les hypothèses de calcul pour l'évaluation de la provision concernant les salariés sont les suivantes :

	30.06.2014	31.12.2013
Taux d'actualisation	2,40%	3,17%
Augmentation des salaires	3%	3%
Taux de contribution sociale	Non cadre 47% Cadre 55%	Non cadre 47% Cadre 55%
Age de départ à la retraite	65-67 ans	65-67 ans
Table de mortalité	INSEE 2013	INSEE 2013

Les mouvements affectant les postes de provisions ont été les suivants :

en €	OUVERTURE	Autres *	Dotations	Reprises non utilisées	Reprises utilisées	CLOTURE
Période du 01.01 au 30.06.2013						
Provision IDR	97 098	18 211				115 309
Provision pour litiges	106 665			52 665		54 000
Solde net à la clôture	203 763	18 211		52 665		169 309
Période du 01.07 au 31.12.2013						
Provision IDR	115 309	1 835				117 144
Provision pour litiges	54 000			54 000		-
Solde net à la clôture	169 309	1 835		54 000		117 144
Période du 01.01 au 30.06.2014						
Provision IDR	117 144	42 119				159 263
Provision pour litiges	-					-
Solde net à la clôture	117 144	42 119				159 263

* Les « autres mouvements » correspondent aux écarts actuariels comptabilisés.

5.8 Passifs financiers

Endettement par nature

(en euros)	Période comptable de 6 mois se terminant le 30 juin 2014	Exercice clos le 31 décembre 2013
Dettes liées aux crédits-bails	262 076	303 217
Découverts bancaires		
Avances conditionnées	700 706	693 669
Obligations convertibles		
Emprunts	7 500	15 000
Solde net à la clôture	970 283	1 011 886

Endettement par maturité

(en euros)	Période comptable de 6 mois se terminant le 30 juin 2014	
	à moins d'un an	à plus d'un an
Dettes liées aux crédits-bails	81 868	180 209
Découverts bancaires		
Avances conditionnées	262 000	438 706
Obligations convertibles		
Emprunts	7 500	-
Solde net à la clôture	351 368	618 915

(en euros)	Exercice clos le 31 décembre 2013	
	à moins d'un an	à plus d'un an
Dettes liées aux crédits-bails	82 841	220 376
Découverts bancaires		
Avances conditionnées	183 500	510 170
Obligations convertibles		
Emprunts	15 000	
Solde net à la clôture	281 341	730 546

5.9 Avances conditionnées

Les avances conditionnées auprès des collectivités publiques font l'objet de contrats avec OSEO. La Société bénéficie de trois contrats d'avances remboursables avec OSEO Innovation. Ces avances ne portent pas intérêt et sont remboursables à 100% (valeur nominale) en cas de succès technique et/ou commercial.

La part à plus d'un an des avances conditionnées est enregistrée en dettes financières - part non courante, tandis que la part à moins d'un an est enregistrée en dettes financières - part courante.

Depuis sa création, la Société a bénéficié de 3 aides remboursables sous certaines conditions de la part d'OSEO

5.10 Autres passifs courants

(en euros)	Période comptable de 6 mois se terminant le 30 juin 2014	Exercice clos le 31 décembre 2013
Dettes fiscales & sociales	404 902	815 617
Produits constatés d'avances	539 790	648 854
Autres dettes	213 104	347 388
Solde net à la clôture	1 157 796	1 811 859

5.11 Parties liées

Au cours du premier semestre 2014, les membres du Conseil d'Administration se sont vus octroyer une rémunération brute s'élevant à 566 779 €. Sur la même période en 2013, la rémunération brute octroyée s'élevait à 386 778 €.

Le 22 janvier 2014, le Conseil d'Administration a utilisé la délégation accordée par l'Assemblée Générale Mixte du 2 avril 2013 dans sa vingt-cinquième résolution, pour procéder à une attribution gratuite de 12 000 bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (appelés ci-après BSPCE₂₀₁₄). En application d'IFRS 2, une charge a été comptabilisée sur la période pour un montant de 79 488 €.

5.12 Actions propres

La société a réduit au cours du premier semestre 2014 l'enveloppe de son contrat de liquidité géré par la société BRYAN GARNIER, la réduisant de 600 000 € à 200 000 €.

Au 30 juin 2014, la société BRYAN GARNIER détient 5 891 actions évaluées au cours pondéré de 14,08 € soit 82 960,11 €. Au 30 juin 2013, la société BRYAN GARNIER détenait 52 925 actions propres au cours pondéré de 11,34 € soit 599 573 €.

Le solde de trésorerie confiée au 30 juin 2014 s'élève à 249 407,05 €.

5.13 Instruments financiers inscrits au bilan et effet sur le résultat

30/06/2013 en €	Note	Valeur au bilan	Juste valeur par résultat	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Juste valeur
Actifs financiers non courants	(1)	681 170		681 170		681 170
Autres actifs courants	(1)	2 014 822		2 014 822		2 014 822
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(2)	18 461 207	18 461 207			18 461 207
						-
Total actifs financiers		21 157 199	18 461 207	2 695 992	-	21 157 199
Passifs financiers, part à plus d'un an	(1)	575 218			575 218	575 218
Passifs financiers, part à moins d'un an	(1)	385 603			385 603	385 603
Dettes fournisseurs & comptes rattachés	(1)	1 926 431			1 926 431	1 926 431
						-
Total		2 887 252	-	-	2 887 252	2 887 252

31/12/2013 en €		Valeur au bilan	Juste valeur par résultat	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Juste valeur
Actifs financiers non courants	(1)	82 908		82 908		82 908
Autres actifs courants	(1)	1 700 874		1 700 874		1 700 874
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(2)	15 112 523	15 112 523			15 112 523
						-
Total actifs financiers		16 896 305	15 112 523	1 783 782	-	16 896 305
Passifs financiers, part à plus d'un an	(1)	730 545			730 545	730 545
Passifs financiers, part à moins d'un an	(1)	281 341			281 341	281 341
Dettes fournisseurs & comptes rattachés	(1)	1 421 436			1 421 436	1 421 436
						-
Total		2 433 323	-	-	2 433 323	2 433 323

30/06/2014 en €		Valeur au bilan	Juste valeur par résultat	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Juste valeur
Actifs financiers non courants	(1)	81 711		81 711		81 711
Autres actifs courants	(1)	1 395 517		1 395 517		1 395 517
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(2)	12 285 523	12 285 523			12 285 523
						-
Total actifs financiers		13 762 751	12 285 523	1 477 228	-	13 762 751
Passifs financiers, part à plus d'un an	(1)	618 915			618 915	618 915
Passifs financiers, part à moins d'un an	(1)	351 368			351 368	351 368
Dettes fournisseurs & comptes rattachés	(1)	1 440 394			1 440 394	1 440 394
						-
Total		2 410 676	-	-	2 410 676	2 410 676

Note :

(1) La valeur comptable de ces actifs et passifs est une approximation raisonnable de leur juste valeur.

(2) Juste valeur de niveau 2

5.14 Engagements hors bilan

Par décision du Conseil d'administration du 22 janvier 2014, la société s'est engagée à attribuer 10 500 BSPCE 2014 à la catégorie de « ses salariés ayant le statut de cadre » (cf. note 4.3).

5.15 Événements postérieurs à la clôture

La société a attribué lors de son CA du 17 juillet 2014 la dernière tranche de son plan de BSPCE₂₀₁₂ à l'intention de ses dirigeants et cadres, soit 2515 BSPCE₂₀₁₂.

La société ne constate pas d'autres événements post-clôture particuliers significatifs.

VI. Notes relatives au tableau de flux de trésorerie

6.1 Subventions d'exploitations

Le CIR est comptabilisé en subvention selon le référentiel IFRS. À ce titre, au 30 juin 2014 ainsi qu'au 31 décembre 2013, le Groupe présente le Crédit d'Impôt Recherche (CIR) dans la ligne « Subvention d'exploitation » dans le tableau de flux de trésorerie, l'importance de celui-ci ainsi que son non-encaissement en fin de période motive cette présentation.

Cependant cette méthode de présentation n'avait pas été appliquée lors de l'arrêté du 30 juin 2013. Le CIR avait été présenté dans la ligne « variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité ».

Le tableau ci-dessous présente le flux de trésorerie généré par l'activité de juin 2013 présenté actuellement ainsi qu'historiquement :

(en euros)	30.06.2013 (6 mois)	30.06.2013 historique (6 mois)
Résultat net	(4 055 941)	(4 055 941)
Charges (produits) sans incidence sur la trésorerie		
- Dotations (reprises) aux amortissements et provisions sur actifs non courants	118 302	118 302
- Dotations (reprises) aux amortissements et provisions sur actifs courants	-	-
- Charges (produits) au titre des paiements en actions	-	-
- Quote part de subvention reprise en résultat	-	-
- Plus ou moins values de cession	-	-
Subventions d'exploitation	(858 379)	(148 255)
Coût de l'endettement financier net	1 096 852	1 096 852
Charge d'impôt (exigible et différé)	(6 011)	(6 011)
Capacité d'autofinancement avant résultat financier et impôt	(3 705 177)	(2 995 053)
Impôts versés	-	-
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	212 457	(497 667)
Flux net de trésorerie généré par l'activité	(3 492 720)	(3 492 720)

VI. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Erytech Pharma S.A.

Siège social : 60, avenue Rockefeller- 69008 Lyon

Capital social : € 556 657,20

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2014

Période du 1er janvier 2014 au 30 juin 2014

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés de la société Erytech Pharma S.A., relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2014, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, la régularité et la sincérité des comptes semestriels consolidés et l'image fidèle qu'ils donnent du patrimoine et de la situation financière à la fin du semestre ainsi que du résultat du semestre écoulé de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II – Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés.

Lyon, le 1er septembre 2014

KPMG Audit Rhône Alpes Auvergne
Sara Righenzi de Villers
Commissaire aux comptes

Lyon, le 1er septembre 2014

RSM CCI Conseils
Gaël Dhalluin
Associé

VII. DÉCLARATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

« J’atteste, à ma connaissance, que les comptes financiers pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes mentionnés au paragraphe II.E pour les six mois restants de l'exercice ».

Lyon, le 29 août 2014

Gil BEYEN

Président Directeur Général